
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 141
(PRIVÉ)

Loi concernant la Commission de
transport de la Ville de Laval

Bill 141
(PRIVATE)

An Act respecting the City of Laval
Transit Commission

Première lecture

First reading



M. HOUDE (Fabre)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
ROCH LEFEBVRE
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972

Projet de loi 141

(PRIVÉ)

Loi concernant la Commission de transport de la Ville de Laval

ATTENDU que la Commission de transport de la Ville de Laval a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est seule compétente pour effectuer le transport d'écoliers dans son territoire;

Qu'elle désire intégrer le transport des écoliers du niveau secondaire au transport public;

Qu'elle désire, dans l'intérêt public, clarifier ses pouvoirs et ses obligations pour ce transport des écoliers tant au niveau primaire qu'au niveau secondaire;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il y a lieu de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 102 de la Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89), édicté par l'article 25 du chapitre 99 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

« **102.** 1. Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'accomplissement de voyages spéciaux ou à charte-partie par autobus d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la commission si le requérant ne produit pas, avec sa demande de permis, le consentement du président-directeur général de la commission ou

Bill 141

(PRIVATE)

An Act respecting the City of Laval Transit Commission

WHEREAS the City of Laval Transit Commission has by its petition represented:

That it alone is competent to transport schoolchildren in its territory;

That it wishes to integrate the transport of schoolchildren at the secondary level with public transport;

That it wishes, in the public interest, to clarify its powers and its obligations for such transport of schoolchildren at both the primary level and the secondary level;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 102 of the charter of the city of Laval (1965, 1st session, chapter 89), enacted by section 25 of chapter 99 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

“**102.** (1) No permit shall be granted by the Transportation Board to any carrier for the making of special or charter trips by autobus from one point to another within the territory of the Commission unless the applicant files, together with his application for the permit, the consent of the chairman and general manager of the Commission or of another commissioner

d'un autre commissaire ou fonctionnaire de la commission spécialement autorisé à cet effet par le président-directeur général, à moins que la Régie soit d'opinion que la commission n'est pas en mesure de donner le service couvert par la demande de permis.

2. Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'exploitation d'un service de visites touristiques (*sightseeing*) par autobus à l'intérieur du territoire de la commission à moins que la Régie des transports soit d'avis, après avoir appelé la commission à lui faire les représentations qu'elle juge appropriées, que cette dernière n'exploite pas et n'est pas sur le point d'exploiter un tel service de visites touristiques qui réponde adéquatement aux besoins visés par la demande de permis.

3. La Commission est seule compétente pour effectuer le transport d'écoliers sur le territoire de la Ville de Laval.

Elle peut cependant, dans l'exercice de cette responsabilité, conclure toute entente avec des sous-traitants pour assurer le transport d'écoliers, sous réserve de l'article 207 de la Loi de l'instruction publique. [Toutefois, et avec l'approbation du ministre de l'éducation, la commission peut, et sans être astreinte aux dispositions de l'article 207 de la Loi de l'instruction publique, négocier avec les sous-traitants détenant des contrats valables jusqu'à la fin de l'année scolaire 1972/1973, pour le transport d'écoliers du niveau secondaire, aux fins de remplacer lesdits contrats par d'autres pour le transport d'écoliers du niveau élémentaire au cours de l'année 1972/1973.

Les commissions scolaires dictent leurs besoins de transport pour les écoliers du niveau élémentaire à la commission qui reçoit chaque année, desdites commissions scolaires, le coût réel encouru pour effectuer tel transport.

Les commissions scolaires dictent leurs besoins de transport pour les écoliers du niveau secondaire à la commission qui reçoit chaque année, pour effectuer tel transport au cours des années scolaires 1972/1973, 1973/1974, 1974/1975, un montant d'argent équivalent à celui versé par lesdites commissions scolaires pour l'année

or officer of the Commission specially authorized for such purpose by the chairman and general manager, unless the Board is of opinion that the Commission is not in a position to provide the service covered in the application for a permit.

(2) No permit shall be granted to any carrier by the Transportation Board for the operation of a sightseeing bus service within the territory of the Commission unless the Transportation Board, after calling upon the Commission to submit to it the representations which it deems proper, is of opinion that the Commission does not operate and is not about to operate such a sightseeing service which adequately meets the needs referred to in the application for the permit.

(3) The Commission alone shall be competent to transport schoolchildren in the territory of the City of Laval.

In the discharge of that responsibility, however, it may make any agreement with sub-contractors to ensure the transportation of schoolchildren, subject to section 207 of the Education Act. [Nevertheless, with the approval of the Minister of Education, the Commission may, without being subject to section 207 of the Education Act, negotiate with the sub-contractors holding valid contracts until the end of the school year 1972/1973 for the transport of schoolchildren at the secondary level, for the purposes of replacing the said contracts by others for the transport of schoolchildren at the elementary level during the year 1972/1973.

The school boards shall make known their transport needs for schoolchildren at the elementary level to the Commission, which shall receive each year, from the said school boards, the actual cost incurred for such transport.

The school boards shall make known their transport needs for schoolchildren at the secondary level to the Commission, which shall receive each year, for such transport during the school years 1972/1973, 1973/1974 and 1974/1975, an amount of money equivalent to that paid by the said school boards for the year 1971/1972,

1971/1972, sous réserve cependant des ajustements quant au nombre d'écoliers transportés en comparaison avec ceux qui l'ont été au cours de l'année 1971/1972. Toutefois, la commission peut intégrer au transport public le transport des écoliers du niveau secondaire en émettant auxdits écoliers un laissez-passer spécial pour l'aller-retour à la régionale.

Toute commission scolaire régionale et toute commission scolaire régie en tout ou en partie par la Loi de l'instruction publique peut et pouvait payer à la commission les dépenses encourues par celle-ci pour effectuer le transport d'écoliers sur le territoire de la Ville de Laval au cours de l'année scolaire se terminant le 30 juin 1972.

La commission a juridiction pour exécuter sur son territoire ou en dehors de son territoire les contrats de transport d'écoliers qu'elle a acceptés. Tout contrat de transport d'écoliers conclu entre la commission et une commission scolaire peut être modifié du consentement mutuel des parties.

Sauf lorsqu'il y a entente spéciale, les paiements à être faits à la Commission par toute commission scolaire doivent l'être en dix versements mensuels, égaux et consécutifs, le premier de chaque mois à compter du 1^{er} septembre de chaque année.

S'il arrive qu'une commission scolaire n'est pas satisfaite du transport d'écoliers effectué par la commission, ladite commission scolaire peut porter plainte au ministre de l'éducation, qui décide en dernier ressort.]

4. Aucun permis ne peut, sans le consentement de la commission, être accordé par la Régie des transports pour l'exploitation, entièrement à l'intérieur du territoire de la Commission, d'un service de transport en commun qui n'est pas visé au paragraphe 1 ou 2. »

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

subject however to adjustments in consideration of the number of schoolchildren transported in comparison with those transported during the year 1971/1972. However, the Commission may integrate with the public transport the transport of schoolchildren at the secondary level by issuing special passes for the round trip to the regional school.

Every regional school board and every school board governed in whole or in part by the Education Act may continue to pay to the Commission the expenses incurred by the Commission for the transport of schoolchildren in the territory of the City of Laval during the school year ending on the 30th of June 1972.

The Commission has authority to carry out in its territory or outside its territory contracts it has concluded for the transport of schoolchildren. Every contract for the transport of schoolchildren entered into between the Commission and a school board may be amended with the mutual consent of the parties.

Except where there is a special agreement, the payments to be made to the Commission by any school board must be in ten monthly, equal and consecutive payments on the first of each month, from the 1st of September of each year.

If a school board is not satisfied with the transport of schoolchildren by the Commission, the said school board may lodge a complaint with the Minister of Education, who shall decide finally.]

(4) No permit shall, without the consent of the Commission, be granted by the Transportation Board for the operation, entirely within the territory of the Commission, of a public transport service not contemplated in subsection 1 or 2."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.